



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article294>

Au diner du CRIF, le Premier Ministre piétine le droit international

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : samedi 6 février 2010

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

L'UJFP avait décidé de ne plus commenter les propos du

Conseil, prétendument, Représentatif des Institutions Juives de France. Notre association n'avait pas voulu non plus donner plus de retentissement aux résultats des élections au Conseil du CRIF - un alignement sur les élections en Israël qui conduit cet organisme à appuyer désormais les propositions racistes d'épuration ethnique du ministre Liebermann.

Mais il est aujourd'hui impossible pour l'UJFP de ne pas réagir aux propos tenus par François Fillon lors du dernier dîner du CRIF.

En affirmant mensongèrement l'existence d'un prétendu appel au « boycott des produits cachet et israéliens », dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), il pratique une grossière manipulation. En effet, il est de notoriété publique que les juifs de France peuvent trouver partout dans leur magasins spécialisés, et dans les rayons cachet des commerces non confessionnels, de nombreux produits, à la fois cachet et de provenance variée, non israélienne.

D'autre part, s'il était vrai que, comme l'a dit le Premier Ministre, "la sécurité d'Israël est pour la France une priorité absolue", le gouvernement français arrêterait de laisser cet Etat poursuivre sa fuite en avant criminelle et suicidaire. Il annoncerait le soutien au rapport Goldstone et demanderait avec force que les criminels de guerre israéliens soient traduits devant la Cour pénale internationale. De plus, il exigerait la suspension de l'Accord d'Association entre Israël et l'Union Européenne pour manquement à la clause de respect des Droits Humains. Il empêcherait, comme le font des juges, en Grande-Bretagne, les dirigeants civils et militaires israéliens suspectés de crimes de guerre, de mettre le pied sur le sol de la République.

Malheureusement, pour le gouvernement, la sécurité de l'Etat d'Israël passe par le droit à violer les normes impératives du droit international et du droit humanitaire international, favorisant ainsi le droit à l'impunité. Le gouvernement français en agissant ainsi ne favorise pas le droit à la paix et à la sécurité pour l'ensemble des peuples, petits ou grands, avec ou sans Etat.

Par ailleurs, le Premier Ministre choisit une réunion communautaire pour annoncer le soutien à de nouvelles sanctions contre l'Iran, qui envisage peut-être d'acquérir une technologie nucléaire dont l'Etat d'Israël dispose depuis longtemps grâce à l'aide de la France et des Etats-Unis.

L'UJFP, qui porte une voix juive que ne représente pas le CRIF, affirme ses engagements auprès du peuple palestinien qui doit voir son droit à l'autodétermination respecté, son droit à la justice universelle assuré.

L'UJFP dénonce la colonisation illégale subie par l'ensemble des Palestiniens depuis plus de 60 ans

L'UJFP renouvelle son soutien total à la manifestation de Paris, samedi 6 février, parce que le blocus sur Gaza doit cesser, car l'urgence, c'est de sauver Gaza et les gazaouis.

Le Bureau national de l'UJFP, 5 février 2010,